

## Arrêt

n° 185 151 du 5 avril 2017  
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de  
la Simplification administrative

**LE PRESIDENT F.F. DE LA V<sup>ième</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 4 avril 2017 par X qui déclare être de nationalité guinéenne et qui demande la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13 *quinquies*), pris à son égard le 31 mars 2017 et notifié le même jour.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'article 39/82 de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 4 avril 2017 convoquant les parties à comparaître le 5 avril 2017.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. KABUYA loco M. SANGWA POMBO, avocate, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. SCHYNTS, loco Me D. MATRAY, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

### **1. Les faits et les rétroactes utiles à l'appréciation de la cause**

1.1. Les faits sont établis sur la base des pièces du dossier administratif et de l'exposé que contient la requête.

1.2. Le requérant déclare être arrivé en Belgique le 19 novembre 2009 et y a introduit plusieurs demandes d'asile qui ont été rejetées par les instances d'asile.

1.3. Le 3 mars 2017, le requérant a introduit une nouvelle demande d'asile ; il invoque aussi de graves problèmes de santé.

1.4. Le 31 mars 2017, la partie défenderesse a délivré au requérant un ordre de quitter le territoire – demandeur d’asile (annexe 13 *quinquies*).

## **2. L’objet du recours**

La partie requérante sollicite, au travers du présent recours, la suspension d’extrême urgence de l’exécution de l’ordre de quitter le territoire – demandeur d’asile, pris à son égard le 31 mars 2017 ; cet acte est motivé comme suit :

« *MOTIF DE LA DECISION :*

*L’intéressé se trouve dans le cas prévu à l’article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers ; l’intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l’article 2, en effet, l’intéressé n’est pas en possession d’un passeport valable avec visa valable.*

*Lorsqu’il vérifie si une mesure d’expulsion vers son pays d’origine constitue une violation du principe de non refoulement, l’OE n’est pas habilité à juger des éléments cités dans le cadre de la demande d’asile du requérant. Ceux-ci seront examinés par le CGRA.*

*En ce qui concerne les éléments apportés par l’intéressé dans le cadre d’autres procédures de séjour pour lesquelles l’OE est clairement responsable, il peut être vérifié que ces procédures de séjour ont toutes été rejetées et qu’il n’y a pas eu violation de l’article 3 e la CEDH : 9<sup>ter</sup> du 01/06/2016 clôturée le 05/08/2016 ; déclaration de cohabitation légale du 21/08/2013 clôturée par accord le 12/03/2016 ; demandes de regroupement familial des 12/12/2013 et 27/06/2014 clôturées les 27/05/2014 et 31/03/2015 ; déclaration de cohabitation légale du 17/03/2015 clôturée par refus de la commune le 12/06/2016 ;*

*Considérant que si le demandeur a des connaissances en Belgique (séparé de sa cohabitante), il ne peut être question ici de violation de l’art.8 de la CEDH car on peut affirmer que le retour dans le pays d’origine pour demander une autorisation n’est pas disproportionné vis-à-vis du droit de la famille ou de la vie privée. L’obligation de retourner dans son pays d’origine pour ce faire ne provoquerait pas une rupture des relations familiales mais seulement une expulsion temporaire du territoire sans inconvénient grave ou difficile à réparer dans ces relations. »*

## **3. La recevabilité et le cadre procédural de la demande de suspension**

La demande de suspension en extrême urgence est, *prima facie*, introduite dans le respect des délais résultant de la lecture combinée des termes des articles 39/82, § 4, alinéa 2, et 39/57, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

Le présent recours est dès lors suspensif de plein droit.

## **4. La suspension d’extrême urgence**

### **4.1 Les trois conditions cumulatives**

L’article 43, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers (RP CCE) stipule que, si l’extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

En outre, conformément à l’article 39/82, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, la suspension de l’exécution d’un acte administratif ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l’annulation de l’acte contesté sont invoqués et à la condition que l’exécution immédiate de l’acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Il résulte de ce qui précède que les trois conditions susmentionnées doivent être remplies cumulativement pour qu’une demande de suspension d’extrême urgence puisse être accueillie.

### **4.2 Première condition : l’extrême urgence**

#### 4.2.1 L'interprétation de cette condition

La demande de suspension d'extrême urgence prévue à l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, vise à empêcher que la suspension ordinaire et, *a fortiori*, l'annulation perdent leur effectivité (cf. CE 13 août 1991, n° 37.530).

Tel qu'il est mentionné *supra*, l'article 43, § 1<sup>er</sup>, du RP CCE stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit également contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

Vu le caractère très exceptionnel et très inhabituel de la procédure de suspension en extrême urgence de l'exécution d'un acte administratif prévue par la loi du 15 décembre 1980 et vu la perturbation qu'elle cause dans le déroulement normal de la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, en réduisant entre autres les droits de défense de la partie défenderesse au strict minimum, l'extrême urgence de la suspension doit être clairement établie, c'est-à-dire être manifeste et à première vue incontestable.

Afin de satisfaire à cette condition, des faits et des éléments doivent être invoqués ou ressortir de la requête ou du dossier administratif, démontrant directement que, pour avoir un effet utile, la suspension demandée doit être immédiatement ordonnée.

Le défaut d'exposé de l'extrême urgence peut néanmoins être négligé lorsque cette exigence constitue une forme d'obstacle qui restreint l'accès de la partie requérante au tribunal, de manière ou à un point tels que son droit d'accès à un juge s'en trouve atteint dans sa substance même, ou en d'autres termes, lorsque cette exigence cesse de servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice (jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme : voir par exemple, Cour européenne des droits de l'homme, 24 février 2009, L'Érablière A.S.B.L./Belgique, § 35).

#### 4.2.2 L'appréciation de cette condition

En l'espèce, le Conseil constate que la décision attaquée, à savoir un « ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile » (annexe 13quinquies), est prise en exécution de l'article 74, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lequel dispose : « L'étranger qui a introduit une demande d'asile dans le Royaume auprès d'une des autorités compétentes en vertu de l'article 71/2, § 2, et qui, conformément à l'article 74/6, § 1bis, de la loi, est maintenu dans un lieu bien déterminé, reçoit la notification de cette décision au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 39bis. Dans ce cas, conformément à l'article 52/3, § 2, de la loi, l'intéressé reçoit également un ordre de quitter le territoire au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13quinquies ».

A cet égard, il y a lieu de souligner que le commentaire évoquant l'article 74/6, §1bis de la loi du 15 décembre 1980 (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès, au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *Exposé des motifs*, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2478/001, article 46, page 103) énonce toutefois clairement que « la mesure ne peut pas (...) être exécutée tant que la procédure d'examen de la demande d'asile par le [Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides] est en cours ». Le Conseil observe qu'il ne pourrait pas en être autrement au regard du principe de non refoulement édicté par l'article 33, § 1<sup>er</sup>, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relatif aux statut des réfugiés, selon lequel « aucun des États contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié [et, par extension, un demandeur d'asile] sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ».

À la lecture du dossier administratif, il apparaît d'ailleurs que la partie défenderesse n'a prévu aucune date de rapatriement au motif que la procédure d'asile du requérant était en cours, ainsi qu'elle le souligne à l'audience.

Par conséquent, le Conseil constate qu'il n'y a pas d'imminence du péril, dès lors qu'en l'occurrence, les dispositions précitées interdisent à la partie défenderesse d'éloigner effectivement le requérant tant que

la procédure d'examen de sa demande d'asile est en cours. Partant, l'extrême urgence n'est pas établie en l'espèce.

Le Conseil constate qu'une des conditions requises pour pouvoir ordonner la suspension d'extrême urgence de l'acte attaqué, en l'occurrence l'existence d'une extrême urgence, n'est pas remplie.

Il en résulte que la demande de suspension doit être rejetée.

## **5. Dépens**

En application de l'article 39/68-1, § 5, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, la décision sur le droit de rôle, ou son exemption, seront examinées, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article unique**

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le cinq avril deux mille dix-sept par :

|                    |  |
|--------------------|--|
| M. B. LOUIS,       | président f.f., juge au contentieux des étrangers, |
| Mme A. DE LAMALLE, | greffier assumé                                    |

|              |               |
|--------------|---------------|
| Le Greffier, | Le Président, |
|--------------|---------------|

|               |          |
|---------------|----------|
| A. DE LAMALLE | B. LOUIS |
|---------------|----------|